



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/43/360
E/1988/63
19 mai 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-troisième session
Point 12 de la liste préliminaire*
RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
Seconde session ordinaire de 1988
EXAMEN DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE
ET SOCIALE INTERNATIONALE,
Y COMPRIS L'EVOLUTION REGIONALE
ET SECTORIELLE

Rôle des entrepreneurs locaux dans le développement économique

Rapport du Secrétaire général

I. INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 41/182 du 8 décembre 1986 relative au "Rôle des entrepreneurs locaux dans le développement économique", l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'étudier les mesures à prendre aux échelons national et international en vue de favoriser la contribution des entrepreneurs locaux des secteurs tant privé que public au progrès économique des pays en développement, en s'inspirant des travaux déjà entrepris dans le système des Nations Unies et en ayant à l'esprit la nécessité d'éviter de refaire inutilement les mêmes efforts et les mêmes dépenses et de lui faire rapport à ce sujet, lors de sa quarante-troisième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social. Le présent rapport, qui comprend quatre sections, fait suite à cette demande.

2. La section II présente les questions. La section III contient des observations sur les politiques nationales générales qui favoriseraient l'émergence d'entrepreneurs locaux, et la section IV décrit ce qui a été fait ces dernières années sur les plans national et international pour former des entrepreneurs et pour les aider.

3. On se référera au prochain numéro du Journal de la planification du développement (Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales internationales), qui est consacré à l'esprit d'entreprise dans les pays en développement et qui fait le point des travaux de recherche récents entrepris dans un certain nombre de domaines connexes.

* A/43/50.

88-13191 1055R (F)

/...

10 P

II. LES QUESTIONS

Entrepreneurs et esprit d'entreprise

4. Les théoriciens de la croissance économique ont appelé entrepreneur l'agent de l'innovation et du changement : l'entrepreneur fonde de nouvelles entreprises, ou introduit de nouvelles techniques, de nouveaux produits, de nouvelles formes d'organisation, de nouveaux modes de financement ou de commercialisation. Ce faisant, les entrepreneurs surmontent la résistance au changement, qui est propre à toutes les sociétés.

5. Dans les débats actuels sur les entrepreneurs et l'esprit d'entreprise, ces termes ont fini par se référer aux propriétaires et dirigeants d'entreprise audacieux et énergiques, ainsi qu'aux gestionnaires en général. D'abondantes données d'expérience ont clairement montré que l'esprit d'entreprise constitue un aspect essentiel du développement économique et social, que cet esprit se manifeste rarement en ce sens qu'assez peu d'individus ont la volonté de lancer et de gérer une entreprise et que, dans une même nation, leur nombre varie d'une région à l'autre et d'un groupe ethnique à l'autre. Dans le même temps, la nature même de l'esprit d'entreprise reste une énigme. On sait assez peu de chose quant à ses sources, qui plongent probablement dans la personnalité de l'entrepreneur et dans la culture de la collectivité. Les efforts tendant à promouvoir l'esprit d'entreprise demeurent au stade expérimental et on ne peut tirer que quelques leçons générales de tout ce qui a été appris.

6. Dans les pays industrialisés de longue date, l'attention se concentre ordinairement sur les entrepreneurs les plus audacieux, qui lancent des technologies de pointe, de nouveaux montages financiers ou de nouvelles stratégies commerciales. Dans les pays moins avancés, l'esprit d'entreprise joue un rôle indispensable dans l'importation, l'imitation et l'adaptation des techniques et, ce qui est encore plus important, peut mobiliser les talents assoupis de populations nombreuses, car on sait que des possibilités de progrès existent à tous les échelons de la société, du village aux grandes entreprises publiques.

7. L'esprit d'entreprise a été défini comme une stratégie peu coûteuse de développement économique, ce qui revient à dire qu'en fin de compte la créativité et la volonté largement répandue de s'aider soi-même sont des éléments indispensables à l'évolution de la société. Bien que de nombreux gouvernements aient reconnu l'importance qui s'attachait à ce que l'esprit d'entreprise soit encouragé et facilité, les faits démontrent que leurs politiques, bien au contraire, y font souvent involontairement obstacle.

Entrepreneurs locaux

8. Dans la conjoncture actuelle, les pays en développement où l'esprit d'entreprise est peu affirmé parmi la population locale tendent à devenir tributaires des sociétés transnationales et des entrepreneurs étrangers. Les gouvernements ont en conséquence donné une haute priorité à la tâche consistant à promouvoir, dans le pays même, et à un haut niveau, un esprit d'entreprise et des capacités de gestion propres à tenir leur place dans la compétition internationale.

/...

9. Dans certains pays, le fait que des groupes ethniques fassent preuve d'un esprit d'entreprise plus développé que d'autres constitue une préoccupation d'ordre politique qui incite les gouvernements à promouvoir et à favoriser cette qualité chez les groupes les plus faibles afin d'instaurer un meilleur équilibre économique et social.

10. Les programmes spécifiques d'aide aux entrepreneurs, comme par exemple les programmes de formation, d'assistance financière et de vulgarisation, se sont multipliés ces 10 dernières années et l'intérêt porté à ces modes d'actions continue de grandir, en dépit de leur extrême diversité et de l'absence d'une évaluation d'ensemble les concernant.

III. POLITIQUES NATIONALES GENERALES

11. C'est dans le domaine de la politique économique et sociale générale que les gouvernements peuvent le plus contribuer à promouvoir l'esprit d'entreprise. Un taux élevé de croissance économique, un faible taux d'inflation, une infrastructure physique et sociale développée, un système fiscal ne pénalisant pas indûment les entreprises, des taux d'intérêt et de change réalistes et un régime efficace d'échanges internationaux sont autant d'éléments essentiels d'un environnement où l'esprit d'entreprise peut prospérer. Il peut y avoir conflit entre l'objectif qui vise à offrir des stimulants à l'entreprise et celui qui tend à améliorer la répartition des revenus. Le présent rapport a pour but non pas d'examiner les règles générales de la politique économique, mais de mettre l'accent sur les mesures directes qui peuvent être prises pour favoriser l'esprit d'entreprise dans le pays même. Toutefois, si l'environnement n'est pas favorable, aucun programme conçu à cette fin ne changera vraisemblablement rien, ce qui amène à mentionner brièvement certaines questions qui présentent un intérêt particulier.

Cadre juridique et réglementaire

12. Le cadre juridique qui régit et réglemente l'activité économique constitue un élément essentiel de l'environnement de l'entreprise. Les systèmes juridiques autour desquels s'articule le régime foncier sont parfois très complexes et divers, tandis que ceux qui ont été élaborés pour répondre aux besoins de l'industrie et du commerce modernes sont plus uniformes. Ils s'appliquent à la formation des entreprises, à la faillite, à la tenue et à la vérification des comptes, aux relations professionnelles, aux modes d'imposition, etc.

13. La certitude que la loi sera appliquée équitablement et de la manière prévue compte tout autant que son contenu même. Le respect de la légalité et la transparence des procédures revêtent une importance particulière pour les entrepreneurs de moyens modestes qui ne disposent pas des ressources de grandes sociétés nationales ou internationales lorsqu'il leur faut obtenir réparation.

14. Dans tous les pays, on a estimé qu'il était essentiel que les activités commerciales et industrielles soient réglementées afin d'assurer l'intérêt public et de protéger le partenaire le plus faible dans des domaines tels que la sécurité de l'emploi, la protection du consommateur, la santé publique et la pollution. Dans les pays en développement dont les marchés sont parfois caractérisés par le

/...

fait que la concurrence n'y joue pas normalement, les gouvernements peuvent réglementer les prix; lorsqu'un gouvernement cherche à orienter les investissements en fonction d'un plan de développement, il peut exiger qu'un projet d'investissement soit autorisé par lui, et quand l'équilibre de sa balance des paiements est compromis, il peut instituer un contrôle des changes et la délivrance préalable de licences.

15. Quand la réglementation devient trop complexe et excède les capacités administratives, elle peut étouffer l'esprit d'entreprise ou le refouler. Des retards coûteux ou un climat d'incertitude et d'arbitraire peuvent réduire à néant les initiatives des entrepreneurs. Il revient parfois trop cher de s'efforcer de suivre les règles, comme de récentes études en ont fourni la preuve manifeste. Tout un ensemble de règles et de règlements d'une incroyable complexité visant les entreprises s'est progressivement mis en place dans de nombreux pays. Ces règles et règlements, minutieux par nature, peu commodes à appliquer, dont la mise en oeuvre peut donner lieu à arbitraire et dont l'administration prend du temps et coûte cher, créent des obstacles redoutables au développement. Les permis et les autorisations deviennent une source de revenu pour ceux qui les octroient et une lourde charge pour les entrepreneurs qui en ont besoin. On gaspille son temps et sa peine à tourner les règlements au lieu de se livrer à des activités productives; on gaspille aussi des ressources à faire respecter des règlements qui, par nature, ne peuvent pas l'être. "L'autre voie", c'est-à-dire celle du recours à l'illégalité, est devenue l'unique solution rationnelle pour de nombreux entrepreneurs. L'économie souterraine qui s'est ainsi développée démontre la grande vitalité de l'esprit d'entreprise, mais ce n'est certainement pas là une solution idéale ou qui permet aux entreprises de dépasser une dimension modeste.

Elargissement et protection des marchés

16. L'insuffisance des moyens de transport et de communication continue d'être un sérieux obstacle à l'intégration des marchés nationaux dans de nombreux pays, ainsi qu'au développement d'échanges commerciaux plus nourris entre les pays en développement. On a constaté que l'extension et l'amélioration du système routier avaient fréquemment pour effet d'inciter de nombreux entrepreneurs locaux à tirer parti des nouvelles possibilités qui leur étaient offertes.

17. Presque tous les gouvernements ont tenté à un moment ou à un autre de réserver le marché intérieur aux entreprises nationales en adoptant des mesures protectionnistes. De telles mesures favoriseront les investisseurs étrangers autant que les entrepreneurs locaux, mais ne peuvent manquer d'avoir un effet discriminatoire si elles se conjuguent avec des régimes visant à sélectionner les investissements étrangers. Si cette approche enfreint les principes d'ouverture et de non-discrimination dans les échanges internationaux, les pays en développement justifient en général la protection d'un secteur nouveau, encore non concurrentiel, par le seul fait qu'il vient de naître et soulignent que la substitution de productions locales aux importations, en tant que stratégie de développement, a largement contribué à favoriser les entreprises nationales, surtout quand l'environnement économique international est défavorable, comme ce fut le cas dans les années 30 et de nouveau dans les années 80.

/...

18. Au cours des dernières décennies, certains pays en développement, surtout les pays nouvellement industrialisés, ont fait confiance aux stratégies axées sur l'extérieur, qui mettent l'accent sur la promotion des exportations. L'entreprise locale a connu dans ces mêmes pays un élan remarquable et des succès économiques exceptionnels dus à la stratégie commerciale orientée vers l'extérieur, à l'existence d'un esprit d'entreprise fortement enraciné et de possibilités, ainsi qu'à l'élévation rapide du niveau d'instruction. On s'y est également préoccupé de manière constante d'élever rapidement le niveau d'instruction et d'offrir aux entrepreneurs les possibilités voulues.

Marchés du crédit et des capitaux

19. Les difficultés de financement sont généralement considérées comme la principale entrave à la création d'une entreprise. Les marchés financiers de nombreux pays sont morcelés et relativement peu développés. Le secteur moderne de l'économie est sans doute assez bien desservi mais les réseaux bancaires s'étendent rarement aux régions reculées des pays. Souvent, les petits entrepreneurs et exploitants agricoles ne connaissent pas le langage des opérations bancaires et, de toute façon, les banques ne s'intéressent pas à ce type de clientèle parce que les petits prêts leur coûtent cher et que les petits emprunteurs ne disposent pas de garanties.

20. Beaucoup d'efforts sont faits pour améliorer les marchés du crédit et des capitaux. Les opérations bancaires se font de plus en plus dans les langues locales et les banques étendent leurs réseaux. Dans la plupart des pays d'Amérique latine, en Inde, en Indonésie, au Pakistan et au Sri Lanka et ailleurs encore, les banques du secteur public étendent leurs services aux petites agglomérations et aux centres ruraux.

21. Il arrive souvent que des marchés parallèles du crédit se développent en dehors des établissements officiels. Ces marchés et les prêteurs jouent un rôle majeur dans la plupart des pays d'Asie et d'Afrique et accordent des prêts aux petits entrepreneurs mais généralement à des taux d'intérêt élevés. Les arrangements qui interviennent de manière traditionnelle et informelle entre amis liés par des sentiments mutuels de confiance jouent également un rôle important. Les pratiques de la tontine en Afrique occidentale et du cheettu dans certaines régions d'Asie du Sud sont actuellement très vivaces. En outre, des sociétés coopératives de crédit sont apparues dans de nombreux pays en développement. Par exemple, la Commercial and Savings Bank de Somalie et la Grameen Bank du Bangladesh, dont le succès est largement reconnu, accordent à de très petits entrepreneurs des prêts modestes, assortis de taux d'intérêt raisonnables, et enregistrent des taux de remboursement remarquablement élevés.

22. Les entreprises suffisamment importantes et modernes peuvent se procurer des capitaux en émettant des actions. Les marchés boursiers restent peu importants dans la plupart des pays en développement mais certains d'entre eux sont déjà suffisamment bien organisés, notamment dans des pays d'Amérique latine comme l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Mexique et le Venezuela, et dans des pays d'Asie comme l'Inde, l'Indonésie, le Pakistan, les Philippines et de nombreux autres petits pays nouvellement industrialisés; il en est de même en Côte d'Ivoire, au Kenya, au Nigéria et au Zimbabwe, pour le continent africain.

/...

23. Les gouvernements de la plupart des pays en développement ont créé des établissements de crédit et de financement du développement qui accordent des prêts de longue durée à des petites et moyennes entreprises ou qui y prennent des participations. Les résultats obtenus ont été moyens, mais il est évident que le crédit est un moyen essentiel d'encourager l'esprit d'entreprise au plan local.

Education

24. L'éducation générale devrait tendre à favoriser l'esprit d'entreprise. Alphabétiser et apprendre à compter sont évidemment essentiels. Il est néanmoins difficile d'établir un rapport précis entre le niveau d'instruction et l'esprit d'entreprise car les études portant sur cet aspect n'ont pas eu de résultats concluants. Il existe des pays en développement où le niveau d'alphabétisation est très élevé et qui jouissent d'une croissance économique et technique rapide, et d'autres dont le niveau d'alphabétisation est aussi très élevé mais où l'on ne constate pas de développement de l'esprit d'entreprise. Un niveau d'instruction plus élevé ne suffit pas non plus à susciter par lui-même l'esprit d'entreprise. Des pays en développement qui ont formé un grand nombre d'étudiants dans les domaines du commerce, de l'ingénierie et des sciences, ont constaté qu'il y avait parmi ceux-ci plus de chômeurs que de gens dotés d'un esprit d'entreprise.

25. Il y a 10 ans, certains systèmes d'enseignement étaient critiqués parce qu'ils reposaient sur le principe du "par coeur", qui nuisait, disait-on, à la créativité et à l'esprit d'initiative. Or, ce sont ces systèmes qui semblent avoir produit les entrepreneurs les plus agressifs et les plus compétents.

26. Il est évident que l'éducation et les qualifications jouent un rôle important dans le développement et que les capacités en matière de gestion, comme aussi les aptitudes techniques et scientifiques, sont très demandées. Celles-ci ne semblent pas toutefois suffire à elles seules à susciter un esprit d'entreprise, c'est-à-dire la volonté de créer une entreprise et de la développer.

IV. PROGRAMMES VISANT A PROMOUVOIR L'ESPRIT D'ENTREPRISE

La formation d'entrepreneurs

27. L'intérêt porté ces dernières années à l'esprit d'entreprise a notamment amené à voir en lui un levier du changement social constaté dans l'ensemble de la société et un élément indispensable du développement, même si les entrepreneurs sont des individus rares.

28. L'attention en est donc venue à se porter sur l'esprit d'entreprise dans de nombreux contextes différents, avec pour conclusion le fait qu'il n'est plus possible de considérer qu'il n'y a qu'une façon de former et d'aider les entrepreneurs, car la diversité des situations pose des problèmes très différents. L'énumération qui suit est purement indicative et nullement exhaustive :

a) Former des petits entrepreneurs pour leur permettre de créer des entreprises potentiellement viables est le moyen le plus ordinaire de promouvoir l'esprit d'entreprise. L'Entrepreneurship Development Programme en Inde est une

/...

des meilleures illustrations de ce type d'action. Ses bons résultats sont attribués à la coopération que lui ont apportée des institutions financières et des organismes chargés de promouvoir l'esprit d'entreprise et à la combinaison en un programme unique de services d'information, d'orientation et de financement. Des programmes similaires ont été mis en oeuvre au Ghana, en Indonésie, au Kenya, en Malaisie, aux Philippines et en Thaïlande;

b) On s'intéresse tout particulièrement maintenant à encourager la création d'entreprises locales de base, dites micro-entreprises ou entreprises de village, dans les zones urbaines et rurales. Cet intérêt reflète la préoccupation de plus en plus vive que suscite la pauvreté ainsi que les doutes croissants quant aux stratégies de développement qui reposent sur le principe des retombées;

c) Plusieurs pays ont reconnu qu'il leur fallait avoir des entrepreneurs locaux capables de gérer des entreprises utilisant des technologies de pointe. L'apport conjugué de ressources publiques et privées à des institutions telles que la Korea Technology Development Corporation et la Korea Development Finance Company a permis de promouvoir ce type d'entreprises;

d) On s'est également intéressé au cas des femmes chefs d'entreprise dans les pays en développement. Des programmes spéciaux ont été lancés pour tenir compte du fait que les femmes se voient souvent refuser l'accès aux institutions et aux ressources indispensables à la poursuite de leurs activités économiques. Aider les femmes chefs d'entreprise peut avoir un effet considérable sur les structures socio-économiques d'un pays et contribuer sensiblement à son développement économique;

e) De nombreux pays se préoccupent de développer l'esprit d'entreprise dans les organismes et sociétés du secteur public et ont étudié en profondeur les moyens qui permettraient de le favoriser; plusieurs programmes visent à former des gestionnaires, à décentraliser la prise de décisions et à récompenser les gestionnaires qui ont obtenu de bons résultats. D'autres sont axés sur la planification des entreprises publiques, l'amélioration des systèmes d'information et le développement de nouvelles techniques.

29. Il ressort de tout ce qui vient d'être dit que des individus créatifs, capables d'innover et efficaces sont indispensables dans tous les secteurs de la vie.

Formation et enseignement

30. Des programmes très variés ont été mis en place depuis au moins dix ans pour promouvoir l'esprit d'entreprise. Ces programmes peuvent être très diversement conçus mais ils comportent pour la plupart les quatre éléments suivants : l'accès au financement, l'assistance technique (vulgarisation), la formation et la promotion sociale des groupes les plus démunis. Quelques programmes sont axés sur la formation de base à la gestion et sur les questions qui ont trait à la création de petites entreprises; d'autres cherchent à insuffler un esprit d'entreprise; d'autres encore visent essentiellement à conjuguer sur une longue période crédits modestes et aide et conseils techniques en faveur des petites et des micro-entreprises.

31. Les institutions et organismes des Nations Unies et les banques régionales de développement contribuent de plusieurs façons à promouvoir l'esprit d'entreprise au niveau local. Par exemple, le Fonds monétaire international, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale) et les banques régionales de développement fournissent des conseils généraux destinés à assurer la stabilité des conditions économiques, ce qui est généralement favorable à la formation et au développement des entreprises. D'autres organisations ou organes ont joué un rôle majeur dans leur domaine de compétence, par exemple la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), en matière d'entreprises publiques et de transports maritimes, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), en matière d'industrie, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en matière d'agriculture et d'alimentation. D'autres encore ont axé leurs actions sur certains instruments de promotion de l'esprit d'entreprise, tels que la formation (Organisation internationale du Travail, OIT) et l'accès au capital social (Société financière internationale, SFI).

32. L'OIT, l'ONUDI, le Centre international des entreprises publiques, la CNUED, le Département de la coopération technique pour le développement et les commissions régionales des Nations Unies se sont employés à promouvoir l'esprit d'entreprise au niveau local par une coopération technique et notamment par la formation. En outre, des publications traitant de divers aspects du développement de l'esprit d'entreprise ont constitué d'importants instruments de coopération technique. Il en est de même des séminaires et colloques organisés en vue de faciliter les échanges d'informations et de données d'expérience. Le Programme des Nations Unies pour le développement, en plus de ses activités propres de coopération technique, a aussi financé les activités d'un certain nombre d'organisations intergouvernementales et entrepris des études de viabilité de centres de formation et de préparation destinés aux petites entreprises à caractère technique.

33. L'un des objectifs des activités de coopération technique et autres que mènent des organisations intergouvernementales est de contribuer à la création et au développement d'institutions destinées à soutenir les initiatives privées. Plusieurs organisations intergouvernementales ont apporté un appui important aux institutions de formation et de recherche, aux organismes de gestion, aux institutions de crédit et autres, et notamment aux organisations boursières et aux organes de réglementation des marchés.

34. Les institutions financières multilatérales, les banques régionales de développement et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont apporté un financement aux petites entreprises de pays en développement. La Banque mondiale et les banques régionales de développement accordent depuis longtemps des crédits aux entreprises publiques. Ces institutions et la SFI ont aussi fourni des moyens financiers aux institutions de financement du développement qui ont accordé à leur tour des prêts aux entreprises locales des pays en développement ou qui y ont pris des participations. Depuis peu, ces institutions participent directement au capital d'entreprises privées. Le FIDA joue un rôle particulièrement actif dans le financement de très petites entreprises du secteur rural.

35. Les organisations non gouvernementales se sont très vivement intéressées à promouvoir l'esprit d'entreprise. Pour n'en citer que quelques-unes, le Trickle Up Programme Council, les JAYCEES International, le Comité d'Oxford de secours contre la famine (OXFAM), l'Institut international pour la reconstruction rurale, l'Alliance coopérative internationale, le Women's World Banking, la Chambre de commerce internationale et nombre d'autres organisations fournissent des moyens financiers et une assistance technique, principalement aux très petites entreprises. L'Intermediate Technology Development Group et la Small Scale Industries Development Organization sont d'importantes sources de technologie. Quant à la National Alliance of Young Enterprises (Inde), à l'Union mondiale des femmes rurales et à l'Assemblée mondiale des petites et moyennes entreprises, elles offrent des programmes de formation.

36. On s'est récemment attaché à déterminer s'il était possible d'exporter vers des pays de cultures et d'infrastructures différentes des modèles de promotion de l'esprit d'entreprise qui ont déjà fait leurs preuves ailleurs. L'expérience montre que jusqu'à présent, les modèles importés, une fois adaptés aux situations locales, pouvaient parfaitement compléter les modèles nationaux.

37. Les organisations non gouvernementales sont souvent les mieux à même d'aider les entrepreneurs du secteur non institutionnalisé, mais un appui leur est apporté par certains programmes officiels.

Résultats obtenus

38. Ce qui est fait pour promouvoir et encourager l'esprit d'entreprise dans les pays en développement est trop divers et, pour une grande part, trop récent pour qu'on puisse en faire une évaluation globale. De toute façon, les activités déployées sont en majorité d'ordre expérimental. Les risques de double emploi sont minimes mais les pays cherchent de plus en plus à partager leurs données d'expérience. C'est ce qui ressort notamment des activités du Committee of Donor Agencies for Small Enterprise Development, qui procède, avec l'aide du secrétariat de la Banque mondiale, à des échanges d'informations sur les programmes et les activités des organismes participants.

39. S'agissant des programmes de formation d'entrepreneurs, on s'est parfois demandé si ce métier, avec l'état d'esprit qu'il suppose, pouvait s'apprendre. Certains font valoir que cet état d'esprit tient plutôt à la personnalité et à la créativité de l'individu, de sorte qu'un enseignement n'apporterait pas grand-chose et qu'il se pourrait que les stagiaires choisis pour suivre les cours de formation n'aient pas nécessairement l'état d'esprit et les qualités requises.

40. Des résultats remarquables ont parfois été obtenus, en Inde notamment, alors que d'autres ont été décevants. C'est ainsi qu'au Kenya les entreprises comptant de 10 à 50 employés n'ont guère progressé bien qu'elles aient bénéficié d'investissements considérables et de très nombreux projets, alors que les micro-entreprises s'y sont très rapidement développées sans aucune aide extérieure. Beaucoup de programmes mis en oeuvre dans le monde entier ont été des programmes pilotes dont les résultats ne justifient pas la mise en place d'actions et de programmes permanents. Les problèmes les plus fréquemment rencontrés dans

/...

les programmes sont la faiblesse de leurs éléments crédit et commercialisation, les taux anormalement bas des redevances et des intérêts appliqués aux utilisateurs et une assistance technique défectueuse. De plus, les méthodes de suivi tendent à être excessivement complexes et les études d'impact ne sont pas régulièrement entreprises.

41. Une étude de l'OIT sur la formation des petits entrepreneurs a toutefois conclu que des progrès avaient été réalisés au cours des 10 dernières années et qu'il existait un nombre suffisant de programmes comptant 60 à 70 % de stagiaires, ayant réussi à créer des entreprises nouvelles pour prouver qu'un entrepreneur, ça pouvait se former.

42. Ce serait une erreur de penser que les méthodes permettant de renforcer l'esprit d'entreprise au niveau local restent trop mal connues et que l'octroi d'importantes ressources à ce type d'action accélérerait les changements structurels ou favoriserait la croissance à l'avenir. On aurait tort toutefois d'oublier qu'il s'agit là d'un domaine de pointe du développement, que l'on a beaucoup appris et que de très importantes expériences sont en cours.
